



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

Communiqué n° 20

Rédaction finalisée le 24 juillet 2015

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE - ORM

La reprise se diffuse dans la zone euro

Au 1^{er} trimestre 2015, l'activité mondiale a déçu aux États-Unis et au Royaume-Uni selon l'Insee. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Les échanges mondiaux se sont contractés, dans une ampleur inédite depuis la récession mondiale de 2009. En revanche, le PIB de la zone euro a gardé le rythme de croissance atteint fin 2014 (+ 0,4 %). La reprise s'y diffuse progressivement avec l'effet des baisses passées du prix du pétrole, sur la consommation des ménages, et du cours de l'euro, sur les exportations. Les perspectives économiques de la zone se sont aussi rééquilibrées sous l'effet des décisions de la Banque centrale européenne qui poursuit une politique monétaire accommodante. D'après les projections macroéconomiques de la BCE, arrêtées à juin 2015, le PIB progresserait désormais annuellement de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2 % en 2017.

Au niveau mondial, selon l'Insee, les économies avancées sortiraient rapidement du trou d'air. D'abord, parce que l'activité de la zone euro a conservé son rythme de croissance. Ensuite, parce que comme l'atteste la bonne orientation du climat des affaires, les fondamentaux de la croissance des pays avancés semblent maintenant plus solides. Enfin, parce que le commerce mondial se redresserait dès le printemps. Seul le ralentissement persistant des économies émergentes, notamment en Chine, au Brésil et en Russie, assombrit le tableau globalement dégagé des perspectives de croissance.

L'économie française a, quant à elle, rebondi au 1^{er} trimestre 2015 (+ 0,6 %). D'après les anticipations de la Banque de France, formulées au travers de l'Indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA), l'économie nationale progresserait de 0,2 % au 2^e trimestre. Cette analyse converge avec celle de l'Insee, selon laquelle, la croissance du PIB baisserait par rapport au 1^{er} trimestre mais resterait plus élevée (+ 0,3 %) qu'en moyenne depuis le printemps 2011 (+ 0,1 %). La consommation en resterait le principal facteur, soutenue par les hausses récentes du pouvoir d'achat. Au second semestre, l'investissement des entreprises accélérerait à son tour. Avec des perspectives de demande en hausse, une amélioration des conditions de financement et une augmentation des marges des entreprises (baisse du cours du pétrole, montée en charge du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), Pacte de responsabilité et de solidarité), le PIB augmenterait, au total, de 0,3 % au 3^e trimestre, puis de 0,4 % au 4^e trimestre.

En PACA, dans la construction, la production se stabilise à de bas niveaux, en lien avec une demande toujours peu active au 2^e trimestre 2015. Dans l'industrie, face à quelques aléas techniques, l'activité évolue lentement. Si la tendance est orientée à la hausse dans les sous-secteurs de la « chimie » et de la « métallurgie », les filières de la « fabrication de matériels de transport » et « des équipements électriques et électroniques » se stabilisent. La demande nationale et surtout internationale demeure soutenue par une baisse du cours de l'euro au regard de ses devises de référence, notamment le dollar. Le taux d'utilisation des capacités de production enregistre une érosion de 2 points pour se situer à 80 % en fin de période, soit un taux légèrement inférieur à sa moyenne de longue période (82 %).

Dans les services, composante majeure de l'économie régionale, la tendance globale demeure sur une évolution positive plus robuste dans les sous-secteurs du « transport », de « l'ingénierie », de « l'intérim », de « la publicité », et du « nettoyage industriel », alors que la filière de « l'hébergement » marque le pas. Selon les professionnels, à court et moyen termes l'activité économique régionale pourrait enregistrer des évolutions positives.

L'emploi tertiaire redémarre

En PACA, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (hors agriculture et particuliers employeurs, soit 55 % de l'emploi total) s'est maintenu au 1^{er} trimestre 2015, marquant ainsi un deuxième trimestre consécutif de stabilité. Sur un an, l'évolution de l'emploi régional baisse de 0,2 %, après - 0,3 % à la fin du trimestre précédent. Fin mars 2015, PACA comptait 1 101 900 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 1 900 de moins qu'un an auparavant. L'emploi salarié régional hors intérim a évolué différemment selon le secteur d'activité.

En baisse constante depuis mi 2008, les effectifs salariés du secteur de la construction ont une nouvelle fois reculé au 1^{er} trimestre 2015 (- 0,5 %, soit 550 emplois en moins). Ce repli est d'une intensité comparable à ceux observés en moyenne depuis 6 ans. Dans l'industrie, les effectifs ont à nouveau diminué (- 0,4 %, après 0,0 % au trimestre précédent). Le sous-secteur de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » (- 1,7 %, soit 290 emplois en moins) explique la moitié de cette baisse. Les effectifs des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » et de la « fabrication d'autres produits industriels » (40 % des effectifs industriels) ont également reculé (respectivement - 0,3 %, soit - 160 emplois et - 0,4 %, soit - 130 emplois).



Après la forte baisse enregistrée fin 2014 (-0,5 %), l'emploi dans la « fabrication de matériels de transport » n'a que faiblement rebondi (+0,1 %, soit + 10 emplois), tandis que celui du sous-secteur de l'« agroalimentaire » est resté stable. En revanche, dans le **tertiaire marchand hors intérim**, les effectifs ont renoué avec la hausse (+0,3 %), après deux trimestres consécutifs de baisse. Dans le commerce, après une forte contraction aux 3^e et 4^e trimestres 2014 (-0,4 % chaque trimestre), les effectifs ont légèrement progressé début 2015 (+0,1 %, soit + 160 emplois). Dans le même temps, les effectifs des services marchands (+0,4 %, après 0,0 %) ont augmenté dans tous les sous-secteurs. Un fort rebond a notamment été enregistré dans l'« hébergement-restauration » (+1,1 %, soit 1 100 emplois supplémentaires), après deux replis consécutifs aux 3^e et 4^e trimestres 2014 (respectivement -0,8 % et -0,5 %). À l'inverse, dans l'**intérim**, classé par l'Insee dans les services marchands au niveau régional, les effectifs se sont repliés (-3,3 %, soit 1 080 emplois en moins), effaçant en partie les gains enregistrés au trimestre précédent (+6,2 %).

Dans la construction et l'industrie, la baisse de l'intérim amplifie les destructions d'emplois

En **PACA**, en réaffectant les intérimaires à leur secteur d'activité employeur, la **construction** a encore réduit fortement ses besoins en ressources de main d'œuvre de l'équivalent de 930 emplois (-0,9 %) début 2015 : la destruction de 380 emplois intérimaires (-4,5 %) a accentué celle de 550 emplois hors intérim (-0,5 %). Dans l'**industrie**, la demande de travail a diminué de l'équivalent de 1 290 emplois (soit -0,8 %), après une légère augmentation fin 2014. Cette forte baisse s'explique à la fois par la destruction de 570 emplois hors intérim et par celle de 710 emplois intérimaires qui s'est concentrée quasi-exclusivement dans le sous-secteur de la « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac ». Dans ce sous-secteur, les besoins totaux en ressources de main d'œuvre se sont ainsi réduits fortement (-2,5 %), alors qu'ils augmentaient depuis trois trimestres consécutifs. Enfin, dans le **tertiaire marchand**, la création de 120 emplois intérimaires est venue s'ajouter à celle de 2 230 emplois hors intérim (soit, au global, +0,3 % sur un trimestre).

En **France métropolitaine**, les effectifs salariés sont restés stables au **1^{er} trimestre 2015** (0,0 %, après +0,1 %, au trimestre précédent) comme au niveau régional. En tenant compte de l'emploi intérimaire, les besoins en ressources de main d'œuvre se sont encore contractés fortement dans la construction (-1,2 %) en raison d'un repli prononcé de l'emploi intérimaire. Ils ont baissé plus modérément dans l'industrie (-0,3 %). En revanche, ils ont légèrement progressé dans le tertiaire marchand (+0,2 %). Selon les prévisions, l'emploi marchand se redresserait dès le **2^e trimestre 2015** puis accélérerait au second semestre, porté par une activité mieux orientée et l'enrichissement de la croissance en emplois apporté par le CICE et le Pacte de responsabilité et de solidarité.

Légère baisse du taux de chômage, augmentation persistante de la demande d'emploi

En **PACA**, le taux de chômage se replie légèrement au **1^{er} trimestre 2015** (-0,1 point par rapport au trimestre précédent) et s'établit à 11,6 % de la population active. Sur un an, il progresse de 0,2 point. En **France métropolitaine**, les diminutions trimestrielle et annuelle sont identiques et le taux de chômage atteint 10,0 %.

Fin mai 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A s'établit à 322 532 en PACA. Ce nombre augmente de +0,7 % (+0,5 % en France métropolitaine) par rapport à la fin avril (soit + 2 121 demandeurs d'emploi). Sur un an, il est en hausse de +6,0 %. Tous les départements de la région sont affectés par une hausse mensuelle hormis le Vaucluse où la demande d'emploi se stabilise.

Pour la région, en catégorie A, le nombre de jeunes de moins de 25 ans continue de diminuer faiblement de 0,1 % entre mai et avril (-50). Celui des seniors est encore à la hausse, avec +1,2 % (+942) : la barre des 80 000 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans est franchie pour la première fois. En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente fortement de +1,2 % (+2 305). La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an s'établit à 41,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, en hausse de 1,3 point sur un an.

Légère baisse trimestrielle de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) qui conserve sa tendance d'augmentation annuelle

L'ICDC¹ a diminué de 3 jours en un trimestre : avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au **1^{er} trimestre 2015** en **PACA**, un demandeur d'emploi resterait inscrit sur les listes de Pôle emploi en moyenne **413 jours**. Sur un an, l'indicateur conserve son rythme de dégradation de l'ordre de 37 jours supplémentaires débutée au 3^e trimestre 2014. Cette aggravation affecte davantage les femmes (+42 jours), les 25 à 49 ans (+44 jours) et les jeunes (+28 jours). Les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes et le Vaucluse sont les plus touchés par cette augmentation annuelle.

Zoom sur le marché du travail territorialisé

Faibles évolutions du taux de chômage localisé

A un niveau géographique plus fin, le taux de chômage progresse dans seulement deux zones d'emploi de la région : +0,1 point dans celle de Nice (10,8 %) et +0,2 point dans celle de Digne-les-Bains (12,1 %). Il se stabilise dans celles de Gap (9,1 %), Aix-en-Provence (9,7 %), Cannes-Antibes (10,8 %) et Avignon (12,4 %). À l'inverse, il se replie de 0,2 point dans celles d'Istres-Martigues (11,2 %), Cavaillon-Apt (13,1 %) et Arles (14,3 %). Dans les autres zones d'emploi, il diminue au même rythme qu'en région : -0,1 point.

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 10/07/2015

¹ L'ICDC est un nouvel indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le calcul de l'espérance de vie d'une population en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.